

EDITORIAL

Depuis le 24 février 2022, la guerre est de retour en Europe, avec son cortège de drames humains. La Russie de Poutine a envahi le territoire de l'Ukraine. Le président ukrainien Zelensky a engagé son peuple dans une résistance armée qui reçoit le soutien de plusieurs puissances internationales.

Toutes les sociétés semblent impactées par ce conflit qui a des répercussions dans des domaines très variés : militaire bien sûr mais aussi diplomatique, énergétique, économique, culturels, environnemental, juridique, mémoriel...

Nos élèves de HGGSP ont donc à maintes reprises croisé ce sujet dans leurs cours. Dans ce journal, ils font le point sur la guerre en Ukraine à travers les thèmes de leurs programmes. En s'appuyant sur leur lecture de la presse, ils analysent toutes les facettes du conflit et rédigent leur propre revue de presse sur leur sujet. Quelques élèves ont exploité leurs talents en Arts plastiques pour illustrer, chacun avec sa sensibilité, nos articles. Du vrai cartooning, des dessins de presse dignes de professionnels.

Jean-Louis Bonnafous,
professeur en HGGSP

Spécial Ukraine : un an déjà !



Avec la guerre en Ukraine, on assiste à une nouvelle forme de conflit militaire, une "guerre hybride". Un article de Mathieu Morand (TG06)

Une guerre hybride ?

Le recours croissant aux cyberattaques et aux drones en serait un aperçu. Ce concept de "guerre hybride" aurait été formé en 1998 par Robert H. Walker, deux officiers américains, développé dans leur livre "The Rise of Hybrid War" par deux officiers américains, le général James Mattis et le colonel Franck Hoffman selon un article de **L'Histoire n° 504 de février 2023**. Ce nouveau type de conflit regroupe l'utilisation par un Etat en guerre de moyens militaires et civils conventionnels et non-conventionnels, ainsi que l'utilisation de méthodes subversives comme la désinformation. La Russie, lors de son "opération militaire spéciale" en Ukraine comme le nomme les médias d'Etat russes, fait un usage important de ces nouveaux moyens de mener la guerre. Ils visent à atteindre des objectifs d'une destruction militaire mais également d'une désatabilisation de l'économie. De plus, les dangers de ce type de guerre résident dans la difficulté à identifier la provenance des attaques.

Ce nouveau type de conflictualité prend de multiples formes et ne fait plus seulement appel à l'action des Etats mais à des acteurs non-étatiques divers. On a en effet observé la multiplication des cyberattaques contre l'Ukraine mais également contre ses alliés occidentaux, le principal étant les Etats-unis de la part de groupe de hackers. Ainsi, "le 10 octobre, des cyberattaques, attribuées à un groupe de hackers prorusses baptisé Killnet, bloquent les sites Internet de plusieurs grands aéroports américains" selon **Le Monde** du 24 octobre 2022. De même, on observe des opérations de sabotages menées par les sbires du Kremlin, notamment en mer du Nord où ces derniers sont accusés de sectionner des gazoducs ou des câbles de communication : "Jeudi 20 octobre, c'est encore un câble sous-marin reliant les îles Shetland à l'Ecosse qui est rompu, privant les 23 000 habitants de l'archipel d'Internet et de téléphone". Autre forme de la guerre hybride, la guerre de l'information. En effet, le Kremlin en fait un usage ...

Au sommaire :

- 02 - Ukraine, paix impossible ? (+)
- Un bilan humain difficile (+)
- 03 - Un conflit naval et spatial ? (+)
- Cyber, Starlink et Elon Musk (+)
- 04 - L'enjeu du renseignement (+)
- Wagner Versus Mozart (+)
- 05 - L'Ukraine dans l'UE ? (+)
- Et la justice internationale? (+)

et + encore...

Pour Zelinsky, de nombreux cadeaux !



L'aide occidentale arrive peu à peu . Dessin de Marceline Marec (PG05)

intense, étant le seul domaine où ce dernier tend à augmenter son budget selon une chercheuse contactée par Le Monde. Ainsi, on observe que Moscou entreprend de vastes campagnes de désinformation telles que le noyautage des réseaux sociaux par des comptes pro-russes, ainsi "sur Twitter, l'activité des comptes suspects véhiculant la propagande russe a augmenté de 300%" quelques mois précédant l'invasion selon Le Monde du 8 février 2022. Ces comptes véhiculent alors des "fake news" visant à installer la peur et le doute dans la population ukrainienne; ces derniers promouvant des idées telles que "le gouvernement ukrainien n'est composé que de fascistes" ou gouverné secrètement par les Occidentaux, comme une marionnette, selon Libération du 8 février 2022.

Les effets de cette désinformation russe se faisaient déjà ressentir dans le pays, notamment sur l'économie en 2021 en faisant baisser la croissance. Contre-attaque occidentale. Face à ces nouveaux types d'attaques du Kremlin, les experts occidentaux s'accordent sur l'importance de leur gravité. "Il faut préparer les esprits à la guerre hybride" comme le rapporte Le Monde du 24 octobre. D'autres appellent à la prudence, en minimisant la portée des attaques. "Elles ne semblent ni assez nombreuses ni assez fortes pour avoir un effet stratégique réel. Moscou a une perception erronée de la fragilité occidentale" Les puissances occidentales, Ukraine en tête, décident ainsi d'engager une réponse aux agissements. Elles utilisent des moyens non-conventionnels, des drones de reconnaissances. Par exemple,

l'unité de renseignement Oaérien Otchi (oeil), composée de dronistes pour des missions de reconnaissance" selon **Le Monde du 28 novembre 2022**. Dans ce combat hybride, l'Ukraine a besoin d'un soutien occidental. Le Conseil européen veut "renforcer la résilience des infrastructures ukrainiennes critiques dans trois domaines : l'énergie, le numérique et l'espace" rappelle **Le Monde du 24 octobre 2022**. Trois priorités qui sont des facettes de la guerre hybride.

Mathieu Morand (TG06)

Ukraine : un processus de paix impossible à trouver ?

La fin de la guerre en Ukraine est envisagée de différentes façons entre négociations et victoire militaire. Trois options semblent se dessiner : celle de l'Ukraine, celle de Vladimir Poutine et celle des Occidentaux.

L'avis des Ukrainiens sur les conditions de paix est clair et apparemment arrêté. Selon **Courrier International du 7 décembre 2022**, 90% des Ukrainiens veulent que leur pays continue à se battre. La stratégie de bombardements intensifs du dictateur russe pour démoraliser ses adversaires crée l'effet inverse.

Pour les Ukrainiens, une victoire militaire seulement peut mettre fin à la guerre. Ils ont d'ailleurs un objectif bien précis : retrouver leur territoire de 1990, année de l'indépendance, et ne s'arrêteront pas avant d'avoir retrouvé au minimum celui du 23 février 2022 selon le journal **Libération du 9 décembre dernier**.

Du côté des négociations, les conditions ukrainiennes sont posées. Ils exigent pour une paix durable la condamnation des criminels de guerre devant les tribunaux internationaux et des réparations russes pour les pertes subies. Mais aussi une Russie dénucléarisée et démilitarisée, propos d'Oleksiy Danilov, secrétaire du Conseil national de sécurité et de défense de l'Ukraine. Ainsi, l'Ukraine refuse toute négociation actuellement car cela reviendrait selon elle à accepter les conditions de Vladimir Poutine. Elle n'exclut cependant pas un retour aux négociations dans l'année 2023 selon les nouveaux rapports de force sur le terrain.

Perdre la guerre, c'est perdre le pouvoir.

La position du Kremlin est diamétralement opposée à celle de l'Ukraine. Pour **Courrier International du 7 décembre 2022**, Vladimir "Poutine prétend qu'il est disposé à négocier [...] mais que ce sont les maîtres occidentaux de l'Ukraine qui empêchent cette dernière d'entamer les pourparlers". Après avoir accusé l'Ukraine d'être responsable de la guerre, il la présente comme victime de l'influence occidentale espérant ainsi entamer des pourparlers. Il a effectivement divers intérêts à négocier plutôt que de continuer la guerre. Poutine suivrait alors l'avis de la population russe favorable seulement à 36% à la guerre mais à 57% aux négociations (chiffres publiés dans CI n°1674 du 7 décembre 2022). S'il nous paraît étonnant que ce dictateur tienne compte de l'avis de sa population, sa situation reste en réalité aussi délicate en Ukraine que dans son pays. Perdre la guerre, c'est perdre du pouvoir, quelque chose d'inévitable pour Poutine. Sa position derrière le Dniepr relativement simple à défendre selon **Le Monde du 15 nov 2022** lui offrirait un avantage dans les pourparlers. Sa principale difficulté dans la guerre reste sa politique inefficace de bombardement qui fait fondre son stock de missiles comme neige au soleil. Mais tout conflit international appelle l'intervention militaire ou diplomatique des grandes puissances comme les Etats-Unis ou la France. Le Kremlin n'acceptera de négocier qu'avec Joe Biden.

Entre soutien militaire et peur du nucléaire

Les puissances occidentales, de leur côté, affichent quant à elles régulièrement des positions contradictoires. Elles sont en effet partagées entre leur soutien militaire et économique dit illimité à l'Ukraine et leur élan de négociation par peur du nucléaire, principalement.



NEGOCIER LA PAIX : LA GRANDE ILLUSION ?

Emmanuel Macron est le grand défenseur de la diplomatie dans ce conflit. Il a d'ailleurs, entretenu le dialogue avec le chef du Kremlin jusqu'à l'été 2022, avant de changer de cap comme le montre **Le Figaro** du 12 octobre dernier, depuis les bombardements intensifs russes. Il maintient tout de même, en accord avec ses homologues, que la négociation est la seule fin possible à cette guerre. Mais le président français déclare aussi que c'est à l'Ukraine de décider. Dans le même temps, Joe Biden a "icité Kiev à réfléchir aux conditions d'une paix future" selon **Courrier International**.

C'est décidément un Occident partagé entre l'envie de voir Poutine quitter le pouvoir et celle de lui "ménager des portes de sortie" pour éviter le nucléaire. Quant aux objectifs ambitieux ukrainiens de récupérer leur territoire de 1991, la Crimée rest un point très sensible. C'est un point de discorde entre légitimité de l'Ukraine et ego poutinien où l'Occident préférera certainement céder au Kremlin. Il faut donc commencer à réfléchir aux conditions de la fin de la guerre : comment garantir une paix durable ? Trois modèles sont évoqués sur la scène internationale : "une nouvelle Filande, contrainte de céder des terres aux envahisseurs et de rester neutre pendant des décennies ? Ou une nouvelle Allemagne de l'Ouest, dont le territoire serait divisé par la guerre, la moitié démocratique se retrouvant absorbée par l'OTAN ? Ou Israël, pays constamment menacé, qui a réussi à se défendre sans conclure d'alliances officielles ?

Joy Lasserre (TG06)

Quel bilan humain ?

En cette première année du conflit, un premier bilan humain s'impose. Mais s'il est indispensable, il reste très difficile à établir.

Avec le retour de la guerre en Europe depuis le 24 février, on assiste à nouveau à un cortège de drames humains. Le bilan est dramatique -plusieurs milliers de victimes (morts, blessés...) - mais difficile à comptabiliser. En effet, du côté russe, les chiffres restent assez vagues et plusieurs hypothèses sont ainsi émises.

Libération du 24 août 2022 s'appuie sur les chiffres de l'état-major ukrainien pour dresser un total de 45 000 morts russes entre février et août. La Russie, de son côté, a annoncé en janvier 2023 un total de 11 662 morts. L'Ukraine aurait notamment enregistré un bilan de plusieurs dizaines de milliers de morts militaires, ainsi qu'environ 18 000 victimes civiles (7000 morts et 11 000 blessés). Tous ces chiffres restent incertains, puisque divulguer des informations sur un nombre de victimes montreraient une certaine forme de faiblesse pour le pays et pourrait ainsi permettre à l'autorité d'adopter des stratégies par rapport à ce bilan. Selon le **journal Libération du 24 août 2022**, "le décompte des pertes militaires reste délicat et manipulé par les deux camps". Les derniers chiffres publiés font état de "180 000 morts ou blessés dans les rangs russes et 100 000 côté ukrainien" d'après une estimation de **l'hebdomadaire Le Point du 22 janvier 2023**. On sait que l'attaquant est généralement plus exposé que le défenseur.

D'autres victimes. Ce difficile bilan comprend aussi les amputés. "Quatre mois après le début de la guerre, le nombre de patients qui ont besoin ou auront besoin de prothèses dans le futur se compte en centaines" estimait le ministre de la Santé ukrainien Viktor Liashko, dans le journal **Le Figaro du 4 août 2022**.

Autres victimes, les femmes violées par les soldats. Dans **Le Monde du 20 octobre 2022**, Pramila Patten, représentante spéciale de l'ONU sur les violences sexuelles commises en période de conflit, dénonce "l'utilisation systématique des viols et toutes sortes d'agressions sexuelles perpétrés par les forces russes, avec une brutalité et une cruauté extrêmes. Ses investigations sur des cas précis, vérifiés, prouvent qu'il s'agit d'une stratégie militaire visant à déshumaniser les victimes et à terroriser la population. Le viol, en Ukraine, est bel est bien une arme de guerre".

Toute cette pluralité des types de victimes rend ce bilan humain très compliqué à faire. Néanmoins, il faudra y parvenir pour que la justice pénale internationale puisse juger les crimes.

Baptiste Gorisse (TG09)

BOUTCHA, MARS 2022

Au printemps 2022, les soldats ukrainiens qui entrent dans Boutcha découvrent le massacre de 36 civils par les forces russes.

Dessin de Khalil Mounir (PG10)



Khalil

Le spatial, facteur clé des combats

La guerre hybride ukrainienne se fait aussi dans l'espace. Dans ce domaine, la Russie semble être un acteur de tout premier plan.

Le 1er août dernier, le satellite russe Kosmos-2558 se place sur l'orbite exacte du satellite militaire américain USA-326, à 450 km d'altitude. La mission de ce satellite est d'observer l'environnement, gêner sa cible, perturber ou espionner la mission. En revanche, la mission du satellite américain USA-326 reste inconnue. Ce défi technologique concerne donc aussi la guerre en Ukraine. Des capteurs en orbite étant utilisés afin de contribuer à l'observation des opérations. La Russie et l'Occident en ont énormément besoin. C'est de cette manière que les Etats-Unis ont suivi l'avancée russe en Ukraine depuis 2021.

Au début du conflit, la Russie a lancé une cyberattaque qui a déconnecté une partie du réseau de communication par satellite ukrainien Viasat. Pour aider l'armée ukrainienne, les Occidentaux fournissent donc de l'imagerie spatiale selon **le Figaro du 4 septembre 2022**.

Pour aider l'armée ukrainienne, les Occidentaux fournissent donc de l'imagerie spatiale, selon **Le Figaro du 4 septembre 2022**.

L'importance du soutien spatial. Il est devenu un facteur clé dans les combats. Selon **Les Echos du 12 juin 2022**, celui-ci "permet d'observer, d'écouter, de géolocaliser ou de transmettre de multiples données". C'est un atout stratégique pour les Etats dans la guerre : il peut permettre de rester connecté avec le reste du monde en cas de défaillance du réseau terrestre ou encore de collecter des informations utiles aux militaires sur le front. Cependant, au-delà d'un soutien ne servant seulement qu'à la transmission d'informations, Elon Musk, patron de Space X, lance son projet Starshield [articles ci-dessous] qui serait plus efficace contre les possibles cyberattaques selon **Le Figaro du 8 décembre 2022**. C'est en tous cas le message qu'essaie de faire passer Elon Musk au Pentagone [Ministère de la défense américaine].

Quentin Mauvilain et Pierre Loir-Mongazon (TG08)

Cyber vent russe contre cyber tempête ukrainienne

La première cyberguerre mondiale se déroule actuellement en Ukraine. En effet, depuis le début l'invasion russe,

le conflit dans le cyberspace semble avoir grandement gagné en intensité.

Avant le Jour J, l'Ukraine faisait déjà face à d'importantes campagnes de désinformation et de nombreuses cyberattaques venues du Kremlin. Le 23 février au soir, une "cyberattaque infecte des milliers d'ordinateurs, paralyse 48 agences et entreprises du pays" (**La 5, 9 octobre 2022**). Puis, dans les premiers jours du conflit, l'aviation russe bombarde un data center de Kiev pour endommager le réseau. Il s'agit de déstabiliser le pays.

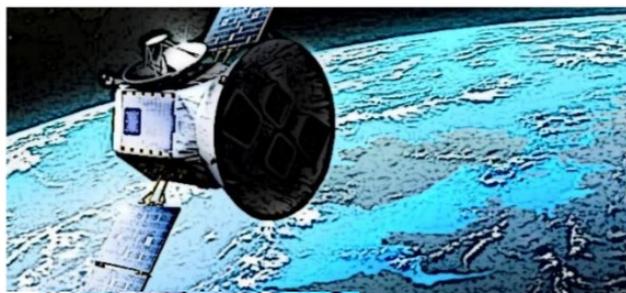
Selon **Le Monde du 8 février 2022**, l'activité de compte Twitter véhiculant de la propagande russe avait déjà augmenté de 300% entre novembre et décembre 2021. Kiev redoutait que cette déstabilisation puisse faciliter une invasion physique.

Avec le début des opérations militaires, les cyberattaques ont augmenté des deux côtés. Selon **Le Monde du 25 mai 2022**, la Russie est passée du statut d'attaquant à celui d'attaqué. En effet, car face à l'invasion russe, des collectifs de hackers se sont mobilisés pour défendre l'Ukraine et ont contre-attaqué la Russie. Cela a eu pour effet de submerger la cyberdéfense russe. "Le nombre d'attaques russes contre l'Ukraine avant l'invasion ne représente pas grand chose comparé aux cyberattaques lancées en réponse par la communauté internationale des hacktivistes", a déclaré l'entreprise DarkOwl dans **Le Monde**. Emma Best, la responsable de DDoSecret a déclaré : "Nous n'avons jamais vu autant de données sortir de Russie". Le groupe dit avoir collecté un total de 8 TO de données russes en mai 2022.

Cependant, malgré le nombre important d'attaques dirigées contre la Russie, l'Ukraine n'est pas épargnée. En effet, selon **Liberation du 10 août 2022**, lors du commencement de l'invasion, le réseau Ka-Sat utilisé dans l'armée et les services de sécurité ukrainiens avait été mis à mal par une attaque informatique.

Lors d'une conférence de presse, la SSSCIP (Agence d'Etat de cybersécurité ukrainienne) a déclaré qu'il s'agissait d'une "énorme perte de communication".

Quoiqu'il en soit, la Russie et l'Ukraine font toutes deux face à un conflit dans le cyberspace d'une ampleur jamais vue. D'un côté, la Russie tente par tous les moyens de déstabiliser l'Ukraine qui, de son côté, tente de se défendre grâce à une mobilisation internationale de hackers. En réponse, le Kremlin a prévenu : "Ceux qui sème le cybervent récolte la cybertempête" en mettant en garde tous les hackers. Mais il semble que cette menace puisse s'appliquer à son auteur.



Starlink, Elon Musk et le New Space en Ukraine

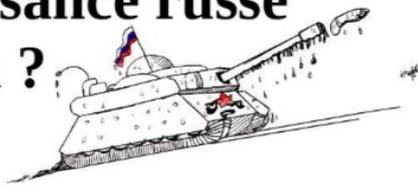
Le 26 février 2022, soit deux jours après l'entrée des troupes russes sur son territoire, le ministre ukrainien de

de la transformation numérique Mykhaïlo Fedorov, lance un appel à l'aide au milliardaire américain Elon Musk, lui demandant de mettre à la disposition de l'Ukraine sa constellation de satellites Starlink afin de maintenir la connexion internet en Ukraine et la liaison avec les troupes au sol. "Pendant que vous essayez de coloniser Mars, la Russie essaie d'occuper l'Ukraine [...] Nous vous demandons de fournir à l'Ukraine des stations Starlink". La réponse du milliardaire ne se fait pas attendre. A peine dix heures plus tard, le propriétaire de Space X et Starlink tweete que "son service est désormais actif en Ukraine. Plus de terminaux sont en route". Cela change la donne pour les Ukrainiens en donnant grâce au réseau Starlink un second souffle à leur réseau de communication comme l'illustre le **journal Le Monde du 16 décembre 2022**. "Près de dix mois après l'attaque des troupes de Vladimir Poutine, les experts militaires le reconnaissent : sans l'apport des satellites de télécommunications d'Elon Musk, l'armée ukrainienne n'aurait pas résisté aux assauts russes, en tous cas pas aussi bien". Mais contrairement, comment le réseau Starlink est-il employé par les soldats ukrainiens ? Starlink est ce qu'on appelle une constellation de satellites, soit un ensemble de petits satellites se situant en orbite basse (à moins de 2000 kilomètres de la terre) qui fonctionnent en synergie offrant ainsi une vitesse de transmission des données élevée (image satellite, transmissions cryptées... à ce qui permet de traquer les positions russes en quasi-temps réel et de réagir rapidement en conséquence. De plus, les terminaux donnant l'accès au réseau sont de la taille d'une valise avec une antenne parabolique, le tout pouvant être alimentée par seulement une batterie de voiture. Ajouter à cela qu'une constellation de satellite est bien plus difficile à mettre hors service que les satellites classiques.

Cependant, les constellations ont trois défauts : le premier est le faible niveau de cryptage des données afin de diminuer la latence lors des communications; le deuxième est le coût financier d'un tel réseau qui doit posséder pas moins de 2000 satellites. Le dernier point faible est le propriétaire même du réseau Starlink, le versatile et peu fiable Elon Musk. En effet, celui ci a failli reprendre Starlink aux Ukrainiens pour des raisons économiques. Début février 2023, il refuse que Kiev utilise son réseau pour paramétrer ses attaques de drones.

Titouan Lebayle-Mace (TG09)

Une puissance russe en déclin ?



Dès le printemps 2022, la Russie était en "échec stratégique en Ukraine" selon Le Monde du 2 mai 2022. Dans les premières semaines de "l'opération militaire spéciale" qui consistait à envahir rapidement toute l'Ukraine, le monde voyait la Russie victorieuse. Pourtant, Poutine rencontre de grandes difficultés à vaincre. L'armée ukrainienne parvient à repousser les envahisseurs grâce aux aides fournies par les pays européens et les Etats-Unis (chars, armes et...peut être avions ?). Les Etats-Unis ont déjà alloué 47,8 milliards de dollars à l'Ukraine. Sur le front, le bilan des pertes russes est inquiétant, 180 000 soldats russes tués probablement

contre 100 000 ukrainiens environ. Ce bilan approximatif peut s'expliquer d'une part par le manque d'expérience d'une partie des soldats russes, des mobilisés, des engagés et des prisonniers. Pour le Monde du 26 novembre, "après neuf mois de guerre, les forces russes sont sur la défensive", au moins jusqu'en janvier 2023. L'historienne Sabine Dullin voit dans "l'armée russe, un colosse aux pieds d'argile" dans L'Histoire n°504 (janvier 2023), une "armée à deux vitesses, hightech pour la guerre hybride mais portianki (bandes molletières qui servent de chaussettes) pour la troupe". De plus, Poutine avait largement sous-estimé les capacités défensives et offensives de l'armée ukrainienne



Wagner Vs Mozart

Des "combats acharnés" se déroulent actuellement dans les quartiers nord de Bakmout, point chaud du front dans l'est de l'Ukraine, reconnaît Evguéni Prigojine dans Le Figaro du 5 février 2023. Au front, des soldats de l'Armée russe mais aussi des hommes de Wagner.

Wagner, groupe paramilitaire privé russe, est souvent associé à des activités clandestines en dehors de son pays, notamment en Ukraine, en Syrie et en Afrique. Créé en 2014 par E.Prigojine, homme d'affaires russe proche du Kremlin surnommé "le parrain", ses activités restent nébuleuses. De nombreux analystes estiment que Wagner est soutenu par Poutine et agit pour la Russie à l'Étranger.

Le groupe maintient environ 30 000 soldats au combat en Ukraine, selon le journal L'Indépendant du 19 février 2023. Des anciens militaires du groupe reconnaissent qu'il s'agit "d'une filiale de l'Etat russe", dans Le Figaro du 23 janvier dernier, en précisant : "notre ennemi, c'est le monde occidental".

Pour les combats très meurtriers en Ukraine, le groupe recrute aussi des criminels dans les prisons russes, contre remise de peine. Ils sont "traités en héros" à leur retour, avec la bénédiction et les médailles du Kremlin. Les Nations unies viennent de dénoncer les graves violations des droits de l'homme des hommes de Wagner en Afrique. A ce jour, aucun membre n'a été attaqué en justice.

Mozart, le bouclier de l'Ukraine. Les Etats-Unis n'ont pas attendu la guerre en Ukraine pour avoir des SMP (Sociétés Militaires Privées). Elles étaient déjà nombreuses sur le théâtre du Moyen-Orient. Mais Mozart est une nouvelle SMP, créée en mars 2022 par Andy Milburn, un ancien colonel américain, resté 31 ans dans la marine américaine. Mozart doit donner la réplique à Wagner. Créée pour soutenir des Ukrainiens manquant d'expérience, elle a donc pour but d'apporter son aide par des missions humanitaires ou des formations militaires. Ce sont d'anciens commandos d'élites, anglo-saxons pour la plupart. Un seul Français surnommé Debs. Il a rejoint la société après l'appel de Zelensky : "Je n'aurais pas pu me regarder dans la glace si j'étais resté dans mon canapé". Tous ces vétérans ont un seul objectif, "aider des gens qui ont le même ennemi que moi : les Russes".

Les Mozart ne viennent jamais en aide dans le combat. Ils ne doivent pas combattre pour éviter la confrontation directe avec les Russes, trop dangereuse. "Si un des hommes s'implique en personne dans les affrontements, il doit quitter Mozart" rassure Milburn. Ainsi, pour Le Monde du 19 août dernier, "Mozart joue une petite musique de guerre sans y participer".

Le Pentagone américain dit n'avoir aucun lien avec Mozart. Un discours que tenait aussi Poutine avant le conflit en Ukraine pour Wagner.

Siméon Soulaïne et Raphaël Nageard (PG06)

A l'automne, l'armée de Zelensky a déjoué les plans militaires russes et repris du terrain.

La libération de Kherson et Kharkiv, la défense efficace d'Odessa, ont accentué ce sentiment de victoire pour les Ukrainiens.

Néanmoins, l'armée russe parvient à conquérir des villes ukrainiennes comme Marioupol et Donetsk. En 2022, le budget militaire total est de 90,9 milliards de dollars.

Pourtant, la Russie rencontre toujours des difficultés de munitions, de rations et de médicaments sur le front. Poutine lui-même reconnaissait la situation "extrêmement difficile" dans les régions occupées. L'arrivée des nouvelles recrues mobilisées en septembre et le recours de plus en plus fréquent à l'Armée privée Wagner changeront-ils la donne ?

Maxence Capellari
et Mathieu Conreux (PG05)



dessins de Khalil Mounir (PG10)



La guerre des services de renseignement

Les grands acteurs de l'espionnage sont présents en Ukraine. Le FSB russe (qui a succédé au fameux KGB), le SZR ukrainien, la CIA américaine, le MI6 britannique et les DRM et DGSE françaises. Tous n'avaient pas prévu le conflit. Si les services anglo-saxons avaient bien anticipé l'offensive quatre mois avant, la DRM (renseignement militaire français) est passée à côté.

Par contre, selon Le Monde du 14 avril, "malgré des moyens humains et technologiques moins importants que les services américains ou britanniques, la DRM ou la DGSE auraient mieux pressenti la capacité de résistance de l'armée et de la société civile ukrainienne".

Sur le terrain. Les renseignements proviennent de plusieurs sources : espions infiltrés, images satellites, sources anonymes, conversations interceptées ainsi que l'analyse comportementale. Cela permet d'anticiper les prochaines attaques.

Grâce à la collaboration entre les services américains et ukrainiens, Kiev a réussi à mener une contre-offensive qui a surpris les Russes en septembre. Selon Le Figaro du 6 mai 2022, "les renseignements fournis par les Américains auraient permis aux Ukrainiens de tuer plusieurs généraux russes en tirant à l'artillerie sur leurs postes de commandement déployés sur le front".

Limites du renseignement. Cependant, les enseignements connaissent leurs limites dans ce conflit.

Sur le terrain, "l'engagement du FSB est assez élevé", assure un expert du monde du renseignement dans Le Figaro du 31 mars. Pourtant, il semble qu'ils aient eu du mal à évaluer la force de l'armée ukrainienne. "C'est un échec pour le renseignement russe [...]. Il y a des problèmes de capteurs et d'analyse" d'après le Figaro.

Charlotte Coussot (TG01) et
Léna Le Couedic (TG06)

Guerre navale en mer Noire



FLASH : « Moskva », le navire amiral russe en train de couler

Le 8 octobre 2022, une explosion a endommagé le pont construit par Poutine qui relie la Crimée à la Russie. Un événement emblématique des enjeux du contrôle de la Mer Noire.

La Mer Noire est depuis des siècles un carrefour stratégique disputé, zone de contact entre puissances rivales. Pour le magazine *L'Histoire*, "les Russes ont toujours proclamé depuis Catherine II au XVIII^e siècle que leur empire doit englober les rivages de la mer noire" (n°504, janvier 2023). Mais Kiev espère pouvoir exporter des millions de tonnes de céréales pour tenter d'enrayer une crise alimentaire mondiale et gagner des devises. Rappelons que depuis l'annexion de la Crimée en 2014, la Russie a pris le contrôle de la mer d'Azov et a anéanti le port ukrainien de Marioupol en mars 2022. C'est sur la mer noire que se braquent aujourd'hui tous les regards, que s'exacerbent toutes les tensions.

Le 17 juin, selon *Le Monde*, "les forces de Kiev ont mis hors d'état un navire russe soupçonné de ravitailler en hommes et matériels l'île des Serpents, que les deux belligérants se disputent". Conquis par Moscou au début du conflit, cet îlot de moins de 20 hectares est situé à une trentaine de kilomètres des côtes ukrainiennes et contrôle l'accès aux golfes du Danube et d'Odessa, un verrou stratégique pour le transport naval de marchandises.

"La flotte russe est attaquée par des drones à Sébastopol" titre *Le Figaro* du 31 octobre 2022. "Un raid massif de drones maritimes et aériens contre la flotte russe de la Mer Noire stationnée dans la baie de Sébastopol, en Crimée. Un "acte terroriste", a dénoncé Moscou. Parmi les navires touchés, la frégate Amiral Makarov qui devait remplacer le croiseur Moskva coulé en avril. En représailles, la Russie a bloqué les passages de navires ukrainiens exportant du blé. Difficile d'imaginer des navires commerciaux approcher d'Odessa sans l'autorisation de la Russie qui domine largement avec la présence de ses sous-marins. "Une réalité aggravée par l'absence de bâtiments de guerre occidentaux en Mer Noire, après la fermeture des détroits du Bosphore par la Turquie au début du conflit".

Pour *Le Monde* du 24 juin 2022, "la mer noire représente un enjeu militaire et économique" et la recrudescence des attaques dans cette zone souligne la volonté de Kiev de desserrer l'étau russe sur ses ports.

Maëna Lagattu (TG09)

...du Showbiz au Hard Power

Avant d'être président, Zelensky était un acteur jouant dans une série appelé "Le serviteur du peuple" diffusé entre 2015 et 2019. Il y jouait le rôle d'un



professeur maladroït se retrouvant propulsé à la tête du gouvernement ukrainien. Il y joue donc le rôle d'un président sans aucune expérience politique. Zelensky va vivre son rôle dans la réalité en devenant ce président inexpérimenté en avril 2019.

Il avait créé son propre parti politique, portant le même nom que la série "Serviteur du peuple", un parti du Centre, démocratique promettant la paix dans le Donbass et une politique anti-corruption. Zelensky au pouvoir n'a pas su convaincre de ses compétences. Sa côte de popularité est tombé très à 23%.

En 2022, Zelensky a dû se muer en chef de guerre après l'invasion russe. En effet, depuis le début des combats, les chefs d'Etat étrangers saluent son sang froid. Il a refusé à deux reprises de fuir le pays pour diriger son pays à l'Étranger, proposition française et américaine.

Zelensky fait alors des déclarations fortes, courageuses et déterminées et utilise tout son talent de communicant et d'acteur pour encourager les Ukrainiens et convaincre la Communauté internationale de l'aider.

Sa maîtrise des outils du soft power lui permet de renforcer le hard power ukrainien.

Axel-Guirec Roché (PG02) et Louis Guerry (PG09)



Hard power et Soft power ukrainiens

D'après le journal *La Tribune* du 24 février, le Soft power ukrainien se résume à Zelensky qui représente aujourd'hui le visage de la résistance et du chef qui rassemble le peuple. Il possède "l'éthos du chef". En effet, celui-ci use des réseaux sociaux comme stratégie de communication. Grâce aux plateformes comme Tik Tok ou Instagram sur lesquelles il possède plus de 16 millions d'abonnés, il partage des images de lui et d'un peuple soudé. Il est filmé parmi la population à de nombreuses reprises. Il est vu comme un leader martial. Par ce biais des réseaux sociaux, il cherche à toucher toutes les générations en se montrant au naturel, vêtu d'une simple tenue de combat.

Un hard power soutenu par les Occidentaux. Les forces armées ukrainiennes comptaient 246 445 militaires dans le service actif en 2021 et environ 900 000 réservistes. C'est peu face à la puissance russe. Mais, grâce au soutien de ses alliés, l'Ukraine s'est constituée depuis 2014 un hard power qui lui permet de combattre la Russie. États-Unis et Union européenne sont les principaux soutiens. La France, de son côté, a contribué à hauteur de 550 millions d'euros. Tous ces fonds ont permis à l'Ukraine de s'équiper directement auprès des industriels de l'armement. En plus, la France participe à la formation des spécialistes militaires ukrainiens et envoie des armes. Par exemple, elle a équipé de 18 canons Caesar de 155 mm, de missiles anti-aérien Mistral, de lance-roquettes, de véhicules blindés l'armée ukrainienne.

De leur côté, les Américains ont versé près de 50 milliards de dollars d'aide supplémentaire en 2023, un système de missile de défense antiaérienne Patriot. Enfin, Kiev a obtenu la promesse de livraison de chars lourds tant espérés, comme les Léopards allemands. Zelensky attend encore la décision des Occidentaux pour recevoir des avions de chasse.

Clémentine Petit (PG07) et Joanne Demerens (PG04)
(Sources : *La Tribune*, *le Figaro*, *La Dépêche*)

L'Ukraine peut-elle intégrer l'Union européenne ?

Discours de Zelensky au Parlement de l'UE, 1^{er} mars 2022.



Dessin Jules Agnoux (PG05)

L'Ukraine veut intégrer l'Union européenne. C'est une des causes de la guerre menée par la Russie sur son territoire depuis février 2022. Est-ce possible ? Que prévoient les traités européens ?

Après un an de guerre, l'adhésion à l'Union européenne reste toujours d'actualité. Le 3 février 2023, presque un an après la signature d'une demande ukrainienne d'intégration à l'UE, les 27 se sont réunis à Kiev pour le sommet UE-Ukraine qui a pour but de renforcer le partenariat stratégique entre les deux. L'UE est le premier donateur d'aide militaire et humanitaire avec près de 52 milliards d'euros devant les Etats-Unis (48 milliards). L'UE s'est prononcée en faveur d'une future adhésion de l'Ukraine. C'est le 28 février 2022 que le président Zelensky a signé la demande d'adhésion de l'Ukraine. Il voulait une intégration "sans délai, via une procédure spéciale". Or, aucune procédure de ce genre n'existe dans l'UE. Pour que cette intégration se fasse, il faut que les Vingt-Sept (tous les pays membres) soutiennent la candidature. D'après Charles Michel, président du Conseil européen, il y a actuellement "différentes opinions et sensibilités" à ce sujet. La France, les Pays-Bas et d'autres pays plus discrets ne souhaitent pas voir un nouveau pays avant d'avoir consolidé la cohésion de ces membres. En revanche, l'Ukraine peut compter sur le soutien de la Pologne, la Lituanie, la Slovaquie, la République tchèque et la Slovaquie.

En 2014, après l'Euromaïdan, manifestation pro-européenne

à Kiev, provoqués par la décision du gouvernement pro-russe de ne pas signer l'accord d'association avec l'UE, le président en place décidait de fuir à Moscou. Cet événement marqua le début du chemin vers l'adhésion à l'UE...mais aussi vers la guerre. Depuis, l'Ukraine a coopéré avec l'UE, notamment avec les programmes "Horizon Europe" et "Euratom". Des efforts ont été faits aussi dans la législation et la politique économique ukrainienne. Cela ne suffit pas pour autant, le pays ne coche pas encore toutes les cases de l'intégration à l'UE. Il lui restera à réformer sa justice, à éliminer l'éternel problème de la corruption et renforcer l'Etat de droit. Ces sujets sont des conditions sine qua non à l'intégration à l'UE.

Pour montrer sa bonne volonté, Zelensky s'est livré le 24 janvier dernier à une vague d'arrestations et de limogeages de hauts responsables de la défense, de l'ex-ministre de l'intérieur et de responsables des douanes, tous corrompus, pour "porter un coup à l'ennemi intérieur". Ce coup de balai est intervenu quelques jours avant l'arrivée des officiels de l'UE pour le sommet du 3 février. L'Ukraine veut montrer patte blanche pour entrer dans l'UE.

Ewen Hallonet (PG10)
et Maël Vango (PG08)

(Sources : France Inter, Le dessous des cartes Arte, Le Monde)



Cour Pénale Internationale
International Criminal Court

Recherche justice internationale pour crimes de guerre

Poutine sera-t-il un jour jugé pour ses crimes ? La Russie sera-t-elle punie pour avoir violé l'intégrité de l'Ukraine ? Les soldats russes répondront-ils de leurs crimes ? Autant de questions qui posent aujourd'hui celle d'une action nécessaire d'une justice internationale.

Or, la justice internationale n'est pas une mais réunit une diversité d'idéologies et d'instances. Point commun : la lenteur.

Dans le conflit actuel, il est important de distinguer les différentes instances d'une justice internationale. Selon *Le Monde* du 25 septembre 2022, les procès de Nuremberg en a été le véritable acte de naissance. Après, la Charte des Nations Unies est apparue, et deux instances magistrales que sont la Cour pénale internationale (CPI) fondée pour mener des enquêtes, engager des poursuites et juger et La Cour Internationale de Justice créée comme principal organe judiciaire de l'ONU. Plusieurs scénarios sont alors envisageables aujourd'hui.

Un avocat pour la paix ? P. Sands est un avocat d'origine ukrainienne travaillant au barreau de Londres. Il veut saisir la Cour pénale internationale. Mais, contrairement, pour quel crime serait puni Poutine ou la Russie? Pour Sands, il faut enquêter sur lui pour "crime d'agression", une idée née durant les procès de Nuremberg en tant que "crime contre la paix", mais aussi pour "crime de génocide", le crime

des crimes contre l'Humanité. M.Sands se voit donc l'avocat de l'Ukraine contre le régime autoritaire russe. Pour l'instant, ce scénario est difficilement envisageable car l'enquête contre Poutine a été abandonnée.

Un tribunal international ? Selon *Le Monde* du 25 septembre 2022, l'idée de création d'un



tribunal spécial est envisagé, notamment par les juristes proches de Volodymyr Zelensky, comme en 1993 pour les conflits de l'Ex-Yougoslavie. Mikola Gnatovskyy, qui a quitté Kiev en 2022 pour devenir juge à la Cour européenne, pose les bases juridiques d'un tribunal spécial sur la phrase suivante : "La guerre d'agression est un crime". Pour cela, il faut des preuves, les juges internationaux sont en recherche de preuves qui viendraient appuyer cette hypothèse de guerre d'agression.

Les justices nationales enquêtent aussi. En effet, les justices nationales, et notamment la justice ukrainienne, prennent leur part dans le conflit. Elles sont compétentes pour ces crimes. Aussi, le parquet ukrainien enquête sur les crimes de guerre. Un premier procès a eu lieu en mai 2022, condamnant un jeune soldat russe qui avait tiré avec un lance-missile sur un village. Toutefois, elle ne peut poursuivre des individus jouissant de l'immunité diplomatique, comme un chef d'Etat. D'où la question de l'inefficacité des justices nationales et de la nécessité d'une justice internationale.

A cette fin, (Figaro du 6 oct 2022) des juges internationaux, des procureurs, sont déjà à la recherche des preuves impliquant les criminels. Poutine piétine les droits et la charte de l'ONU, il doit être jugé. "Il faut donner du temps au temps" disait Cervantès, le temps nous éclairera sur l'efficacité de la justice internationale.

Amaury Caillias-Laporte (TG1)



Poutine et la Charte de l'ONU

Dessin de Khalil Mounir (PG10)

Ukraine : une guerre des mémoires ?



1. Une famine organisée par Staline pour exterminer entre 3 et 5 millions d'Ukrainiens en 1932-1933.

"J'ai pris la décision d'une opération militaire spéciale" a annoncé Poutine dans une déclaration surprise à la télévision vers 3h50 le 24 février 2022. "Nous nous efforcerons d'arriver à une démilitarisation et une dénazification de l'Ukraine [...] je dois m'adresser aux militaires des forces armées ukrainiennes. Chers camarades ! Vos pères, grand-pères, arrière-grand-pères n'ont pas combattu les Nazis, défendant notre patrie commune, pour que les néonazis d'aujourd'hui s'emparent du pouvoir en Ukraine".

Pour Le Figaro du 9 mai 2022, "Poutine réécrit l'histoire et invente un passé glorieux pour justifier sa guerre". Pour l'histoire Irina Cherbakova de l'ONG Memorial interdite en Russie, "on est dans une situation totalement surréaliste où le pouvoir russe accuse le président Zelensky, un juif ukrainien, d'être un nazi".

En réalité, si quelques 200 000 Ukrainiens ont en effet intégré les forces allemandes en 1941, autour d'un nationaliste et collaborateur comme Stepan Bandéra, plus de 4 millions d'autres ont combattu les Nazis au sein de l'Armée rouge selon Libération du 9 septembre 2022. 1 million de Juifs ukrainiens ont été assassinés, dont une partie de la famille Zelensky. Pour l'historien Nicolas Werth, "Poutine caricature les Ukrainiens [...] près d'un quart des pertes

soviétiques étaient des Ukrainiens" (L'Histoire n°504, février 2023).

En Russie, les vrais historiens sont persécutés, voire emprisonnés. L'ONG Memorial, prix Nobel de la paix, a été dissoute. Cette manipulation de l'histoire et la méconnaissance des Russes permet à Poutine de mener sa guerre en 2022 en intensifiant sa propagande, faisant des Ukrainiens les ennemis.

Pour les Ukrainiens, les deux régimes totalitaires des années 1930 se valent. Ils ont souffert de l'URSS.

La mémoire de l'Holodomor. Pour Le Figaro du 27 novembre dernier, "la sauvagerie russe ravive le cauchemar de l'Holodomor", une famine imposée aux Ukrainiens en 1933 en URSS. Les Russes s'emparent des récoltes et détruisent les machines agricoles. La loi des épis condamne ceux qui mangent le blé à la peine de mort. Au total, 4 millions de morts de faim sur 30 millions d'habitants. Aujourd'hui, "la Russie veut tous nous tuer, mais nous ne nous laisserons pas faire" déclare O.Havrylenko, agriculteur, au Figaro. Pour les Ukrainiens, le retour armé des Russes ravive douloureusement cette mémoire.

Pour les Ukrainiens, l'Holodomor était un génocide. Chaque année, le 25 novembre, le président vient se recueillir

au pied du mémorial de l'Holodomor [une statue de fillette tenant des épis de blé] comme en 2022, avec Zelensky à Kiev.

Pour les Ukrainiens, l'Holodomor est un aussi grand crime que la Shoah par balles pour les Juifs. Mais l'Ukraine commémore aussi la Shoah car le pays est, avec la Pologne, celui qui en a le plus souffert. Le plus grand massacre de la Shoah par balles a d'ailleurs eu lieu à Babi Yar les 29 et 30 septembre 1941 où 31 771 Juifs ukrainiens ont été assassinés, en 2 jours, en périphérie de Kiev. Le récent massacre de Boutcha, à moins de 20 kilomètres, ravive le souvenir de la Shoah.

Mais, dans la Russie de Poutine, la mémoire de la Shoah "reste néanmoins largement minimisée" selon l'historienne Anna colin lebedev dans Libération du 4 septembre 2022. Pour elle, "dans l'histoire soviétique, l'Holocauste est inexistant. Il n'y a qu'un seul héros et une seule victime, c'est le peuple soviétique". Poutine a refusé de se rendre au 70e anniversaire de la libération d'Auschwitz en 2015. Le président ukrainien était présent.

Candice Delbach et Cassandra Chartrain (TG09)

Le Patrimoine ukrainien menacé par la guerre.

L'Ukraine a un riche patrimoine culturel. Elle compte huit biens inscrits sur la liste du patrimoine mondiale de l'Unesco, comme la Cathédrale Sainte-Sophie de Kiev ou encore la grande forêt primaire de hêtres des Carpates.

Aussi, depuis le 24 février 2022, ce patrimoine est en péril, "un désastre colossal" pour Lazare Eloundou Assomo, de l'Unesco. Depuis le début du conflit, "c'est plus de 207 sites culturels endommagés, 88 sites religieux, 15 musées, 18 monuments et 10 bibliothèques" selon le Monde du 28 octobre dernier. "La situation va s'aggraver" prévient K.Pikkat, directrice à l'Unesco. "Plus de 1000 oeuvres ont été volées par l'occupant russe lors de son départ de Kherson. Un déchirement pour la directrice du musée, Alina Dozenko, réfugiée à Kiev. Elle entend se battre pour récupérer les oeuvres" selon Libération du 20 janvier 2023.

Politique patrimoniale. L'Ukraine a toujours veillé sur son patrimoine. Des demandes auprès de l'Unesco en attestent

mais aussi des protections (sacs de sables, barricades). C'est le cas de la statue de Richelieu à Odessa, calfeutrée sous une montagne de sacs par la population. Le gouvernement continue de répertorier les sites afin de documenter les crimes de guerre.

Patrimoine de l'Humanité. Le recours à l'Unesco et son "Bouclier bleu", outil censé protéger les monuments, est utilisé. Imaginé en 1954, ce bouclier bleu est un symbole qu'on appose sur les bâtiments. S'il est touché, c'est une violation du droit international (Le Monde, 28 avril 2022)

L'Unesco vient de classer la ville d'Odessa au patrimoine mondial le 25 janvier 2023. Un joyau architectural unique surnommé "la perle de la mer noire" inscrit d'emblée sur la liste des sites en péril.

Pour l'architecte Albert Lévy, dans le journal Libération du 26 avril, on peut parler d'urbicide car "le patrimoine participe à l'identité, l'histoire et la culture d'un peuple".

Matthieu Makary (TG09)



Un conflit bénéfique au climat ?

Le conflit a des répercussions sur les politiques énergétiques des Etats. A court et long terme, seront-elles si négatives pour le climat ?

Le conflit armé qui a débuté le 24 février 2022 a des conséquences directes sur l'environnement. Les sanctions économiques des Etats occidentaux envers la Russie engendrent une flambée des prix de l'énergie. Selon *Le Monde*, les grandes économies se retrouvent durement impactées et, afin de maintenir une croissance durable, tangent vers une réutilisation des énergies extrêmement polluantes. Ce faisant, l'Occident va à l'encontre des engagements pour réduire le réchauffement climatique, grand enjeu de l'humanité.

Inquiétant pour le climat ?

Les grandes économies des pays développés penchent vers la réouverture de leurs centrales alimentées par les énergies fossiles. Selon l'Agence internationale de l'Energie (AIE), l'objectif de maintenir le réchauffement global de la température à 1,5°C voire 2°C d'ici 2100 ne sera pas atteint si l'on poursuit sur cette lancée. La communauté internationale investi alors 1480 milliards de dollars par an chaque année. Selon l'AIE, si les Etats du monde entier veulent obtenir des résultats concrets, ils devront dépenser plus de 2000 milliards de \$ par an dans les énergies propres. Soit, une augmentation de 50% sur huit ans. *Le Figaro* du 28 octobre 2022 indique que l'ONU partage les inquiétudes de l'AIE sur les objectifs du maintien du réchauffement global. Ils affirment que les plans de lutte déjà mis en place, avec les accords de Paris, sont insuffisants et guideraient vers un réchauffement de la température mondiale à 2,5°C d'ici 2100.

Une nouvelle ère pour le marché de l'énergie

Longtemps, l'Union européenne a été dépendante du gaz russe. L'invasion de l'Ukraine a bloqué en grande partie les arrivées de gaz en Europe. La guerre en Ukraine marque ainsi le déclin du gaz russe. De leur côté, les Echos indiquent que leur part dans ce domaine chutera de 50% d'ici 2030, passant de 30% à 15%.

Elliot Bérenger (TG09) et Robin Faure (TG01)

Un désastre environnemental.

Depuis un ans, la guerre en Ukraine fait des dégâts considérables. La question environnementale, bien qu'elle soit en arrière plan, reste importante et les conséquences sont massives.



Ces études affirment "la fin de l'âge d'or du gaz. L'invasion en février est un bouleversement pour le marché mondial de l'énergie. Les énergies fossiles comme le pétrole ou le gaz naturel et le charbon mais aussi l'électricité vont subir "un choc sans précédent" avec des répercussions sur le long terme.

Dans l'optique de la politique "zéro émission", les Etats mettent en place un processus accéléré de leurs structures, plusieurs pays sont déjà à l'oeuvre comme la Chine, l'Inde, la Corée du Sud, les Etats-Unis (avec le Reduction Inflation Act) et l'UE (Fit for 55 et Repower EU). Par ailleurs, ces changements structurels ont accentué la flambée des prix de l'énergie. Par conséquent, les Etats investissent massivement dans de nouvelles énergies plus propres comme l'atteste la vente massive de véhicules électriques. Cela favorise la transition énergétique et contribue à la diminution de la demande en pétrole. La demande pour chaque combustible fossile va reculer ou se stabiliser selon l'AIE. Demain, la part des combustibles fossiles dans le mix énergétique devrait encore diminuer, représentant 60% dans le marché mondial en 2050 (au lieu des 80% d'aujourd'hui).

"L'Ukraine est un vaste pays qui compte énormément d'habitats naturels très variés, ce qui est assez rare en Europe occidentale", selon Martin Harper de l'ONG BirdLife International. Le pays représente en effet 35% de la biodiversité européenne et son territoire abrite 15% de la totalité des oiseaux d'Europe, selon *Le Monde* du Pourtant, avec la guerre qui fait rage, cet environnement est menacé.

Selon *Le Monde* du 5 juillet 2022, "271 sites sont répertoriés dans le réseau Emeraude, l'équivalent du réseau européen Natura 2000, et une cinquantaine de zones humides sont protégées au titres de la convention internationale de Ramsar. L'Ukraine abrite plus de 450 espèces d'oiseaux".

En ce qui concerne la faune ukrainienne, les sites de nidifications sont pour la plupart menacés d'extinction, notamment en Mer noire et Mer d'Azov. Parmi les espèces menacées, le pélican blanc, le cormoran huppé et la mouette rieuse. Les dauphins sont également touchés, 5000 dauphins morts ont été répertoriés selon le journal *Ouest-France* en mer noire. Ce chiffre désastreux est due à une pollution causée par les missiles lancés en mer, la présence de sous-marins et les multiples explosions.

Dans son édition du 12 novembre, *Ouest-France* titre "la guerre dope la pollution".

La flore a également été touchée, avec, par exemple, la pollution des sols causée par les bombes (180 000 mètres cubes de sol contaminé) et autres appareils militaires. Selon un journal local, 11 millions d'hectares de terre ukrainienne sont situés en zone à risque.

Les nappes phréatiques elles aussi ont été polluées. Dans son édition du 12 mars, *Ouest-France* précise que "c'est le cas en particulier dans les villes industrielles de Kiev, Kharkiv et Marioupol, selon l'ONG britannique *Conflict and Environment Observatory*". De multiples incendies ravagent les forêts, champs, etc.. Ceux-ci sont dus aux militaires russes qui mettent le feu à la flore, ainsi qu'aux nombreux bombardements qui ont touché le pays.

Mais "la pire menace vient des centrales nucléaires et des sites de stockage de déchets radioactifs (comme Pridniprovsy avec ses 56 millions de tonnes de déchets) dont la sécurité est extrêmement précaire", au coeur de la zone des combats.

Juliette Dupuy et
Coline Sengel (TG02).

Un nouveau rideau de fer en Europe

Les frontaliers polonais entre accueil et inquiétude

La guerre en Ukraine voit le retour d'un rideau de fer à travers le continent et ravive ainsi la mémoire des divisions de la guerre froide.

Face au danger de l'invasion, la Finlande a pris deux décisions. Fermer sa frontière avec la Russie et adhérer à l'OTAN. "Des gardes surveillent les 1340 kilomètres de frontière". Avec la future adhésion, ces kilomètres de frontière, très largement inhabités, viendront doubler la longueur de la ligne de contact entre l'OTAN et son rival russe" précise le journal **Libération** du 28 juin 2022. Les lacs, forêts et marais y forment une première barrière. Helsinki envisage d'en construire une autre, artificielle, pour se protéger d'éventuelles "menaces hybrides" russes, dont la plus couramment évoquée est l'orchestration d'une crise migratoire. Dans le Nord polaire, une force de réaction conjointe avec la Norvège et la Suède est à l'étude. Mais pour l'heure, la frontière est calme. Pour Helsinki, les relations avec Moscou sont aujourd'hui plus tendues qu'elles ne l'ont souvent été pendant la guerre froide, quand le pays s'est tenue à une politique de bon voisinage. "Cran par cran, la méfiance remonte et le rideau de fer redescend" sur tout le continent.

"L'arme migratoire est de retour à la frontière polono-biélorusse" selon **Le Monde** du 31 octobre 2022. Malgré la clôture érigée par Varsovie, Moscou continue d'instrumentaliser l'immigration pour déstabiliser l'Europe en encourageant les vagues migratoires vers la frontière. Cette "clôture d'acier de 5,5 mètres de hauteur [...] ressemble à un serpent d'acier, de béton et de barbelés d e186 kilomètres de long". En outre, elle est sur le point d'être équipée de systèmes de surveillance électroniques dernier cri. Elle traverse la forêt de Bialowieza, la dernière primaire d'Europe et ses pâturages de bisons, classée au patrimoine mondial de l'Unesco.



Dessin d'Elisa Le Govic (PG10) et Noha Gobin (PG05)

Plus au nord, dans les pays baltes, la frontière est moins imposante mais "la peur d'un rideau de fer pousse les Russes à l'exode" titre **Le Figaro** du 10 mars 2022. Depuis le 24 février, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont quitté leur pays. Après plusieurs jours de sidération, vi-à-vis du possible bouclage d'un nouveau rideau de fer, [...] et de l'appel sous les drapeaux de tous les jeunes hommes âgés d'au moins 18 ans.

Les entrepreneurs russes senvolent pour Dubaï, pour l'Arménie, pour relocaliser leurs activités. Beaucoup de jeunes sont incités à émigrer. Si ces milliers de personnes ne reviennent pas, cela pourrait provoquer un choc économique. Pour Poutine, les dangers viennent de l'Ouest et de son influence. Pour lutter contre ça, l'impératif est de créer une frontière tampon la plus large possible, pour se préserver de l'influence occidentale. Il s'agit pour lui d'un conflit idéologique, comme au temps de la guerre froide, le bon vieux temps du rideau de fer.

Alexia Dussauze (PG02) et Lou Jegou-Rousseau (PG06)

Malgré sa petite superficie, la Pologne n'en est pas moins solidaire envers l'Ukraine. Elle se mobilise pour envoyer aux Ukrainiens restés sur place des produits de première nécessité. Ainsi, le garde-frontière M. Skorniewski se rend en Ukraine à Lviv pour déposer des générateurs d'électricité si utiles, nous informe **Le Monde** du 30 novembre 2022. Les Polonais accueillent aussi les réfugiés. Huit millions ont ainsi traversé la frontière au total. En février-mars 2022, les Ukrainiens épuisés par la fatigue et la peur fuyaient les attaques. Comme titrait le journal **Les Echos** du 1er mars, "le flot de réfugiés ne tarit pas à la frontière entre la Pologne et l'Ukraine".

"La gare de Przemyśl, habituellement une paisible burgade, est devenue l'un des principaux points de passage accueillant les arrivants". La police et l'armée gèrent la circulation de la file qui s'étendait sur plus de 40 kilomètres. Des bénévoles se chargeaient de l'accueil en jonglant avec le français, l'ukrainien, l'arabe et le russe pour essayer de se faire comprendre et de trouver des civils pour héberger. 80% de ces migrants sont des femmes.

Tensions à la frontière. Si la Pologne reste un pays d'accueil, les Polonais vivent dans l'incertitude face au voisin russe.

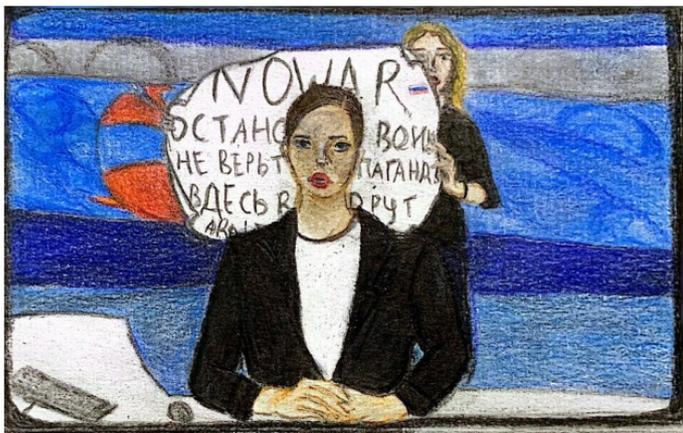
Dans son édition du 31 octobre, **Le Monde** décrit l'état d'esprit des frontaliers de la Biélorussie, alliée de Poutine. Ils décrivent les migrants syriens, africains instrumentalisés par Moscou qui se présentent. "Il est clair que la Russie leur facilite la tâche. Les visas russes sont tous récents" témoigne la porte-parole des garde frontières. Plus au sud, c'est la guerre qui est venue toucher directement les frontaliers.

"Dans le petit village de Budynin, dans le sud-est de la Pologne, raconte **Le Monde** du 30 novembre dernier, un projectile a touché un tracteur aux abords de la frontière". Deux civils polonais ont été tués, ravivant de douloureux souvenirs. "C'est navrant de voir l'histoire se répéter ainsi : les Russes se sont aussi acharnés sur les Polonais par le passé" témoigne une habitante sur le coup. Après enquête, ce missile était accidentel et ukrainien mais a déclenché la peur du Russe. Toutefois, "cet événement n'a pas freiné la solidarité" et la population fournit "de la farine, de l'huile ainsi que du savon, de la lessive et du dentifrice à la demande". Les frontaliers restent solidaires.

Zoé Loubet (PG10) et Agathe Roulet (PG01)

Le retour de la censure en Russie

L'interruption du Journal Télévisé de la chaîne russe Pervy Kanal, le 14 mars 2022, par Marina Ovsyannikova, journaliste opposée à la guerre en Ukraine, est un véritable geste héroïque qui a provoqué une vague d'admiration dans le monde mais



Sur la pancarte "Arrêtez la guerre, on vous ment, ici. Les Russes sont contre la guerre". Aujourd'hui, pour échapper à la prison, elle vit en exil en France. Dessin de Laura Castellucci (PG 03)

НОВАЯ ГАЗЕТА Mouratov, héros et victime du journalisme russe

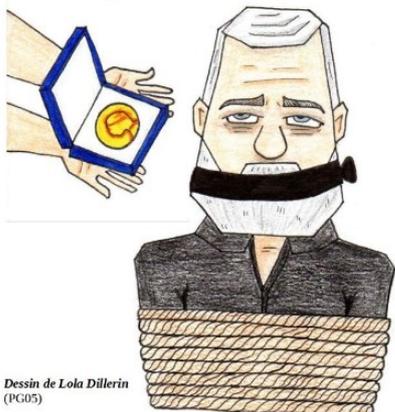
Dmitri Mouratov, journaliste et rédacteur en chef du "mythique journal indépendant russe, *Novaïa Gazeta*" qui "vient de suspendre son activité jusqu'à la fin de l'opération spéciale en Ukraine", après avoir reçu plusieurs avertissements du pouvoir, comme le rapporte *Le Monde* du 30 mars 2022, est à la fois un héros et une victime de la presse russe sous Poutine. Son travail avait été récompensé en 2021 par le prix Nobel de la paix.

En 1993, après la chute de l'URSS, Dmitri Mouratov, ancien journaliste de la Pravda, publication officielle du Parti communiste, avait alors fondé *Novaïa Gazeta*, "premier journal russe d'opposition", avec la bénédiction de Gorbatchev en personne.

Ses enquêtes ont alors dénoncé la corruption du système, les violations des droits de l'homme, la corruption gouvernementale de haut niveau et les abus de pouvoir de la Russie de Poutine. Des enquêtes qui lui ont coûté cher, ainsi sept de ses journalistes ont été assassinés, notamment la célèbre Anna Politkovskaïa abattue en 2006 pour avoir enquêté sur la guerre en Tchétchénie. Il devient le "Robin des bois de la liberté de la presse".

Mais, en juin 2022, Mouratov vend sa médaille du Prix Nobel et obtient 98 millions d'euros comme le rapporte le journal *Les Echos* du 22 juin 2022.

Mouratov, Prix Nobel de la paix et journaliste censuré



Dessin de Lola Dillerin (PG05)

Une somme considérable qui tient "au goût de la liberté et du courage qui imprègne cette médaille". La vente n'est pas à son profit. Mouratov veut ainsi "venir en aide aux enfants victimes de la guerre en Ukraine" précise le journal *Le Monde* du 22 juin dernier.

Louane Kouchmir (PG01), Eve Majka-Simonet (PG07) et Léo Sagot (PG02)

lui a coûté amendes, arrestation et exil forcé à l'Etranger comme le rapporte *Libération* du 11 août 2022.

Déjà 15 000 autres arrestations d'opposants avaient eu lieu dès le mois de mars 2022 en Russie. parler de guerre au lieu "d'opération militaire spéciale" est devenu un délit passible de 15 ans de prison ferme tout comme toute critique à propos de la politique du Kremlin. Beaucoup de citoyens peuvent témoigner de contrôles inopinés de téléphones portables dans la rue à la recherche de "médias interdits" selon *Libération* du 16 mars 2022. En effet, plusieurs chaînes et médias ont été interdits comme Pervy Kanal, Espresso, Priamy ou encore 5 Kanal.

Les Russes s'organisent. De nombreuses initiatives sont adoptées pour contourner la censure comme le partage d'information via Google maps. Il y a aussi des discussions sur l'appli Tinder, des envois de mail, de SMS. Des VPN sont utilisés ou le Dark Web. Cela rappelle le climat de la Seconde Guerre mondiale. Enfin, comme le rapporte *Le Figaro* du 29 novembre, Riga, en Lettonie, est devenue "la capitale de la presse en exil". De leur côté, les Européens imposent la censure dans l'UE des médias russes Russia Today et Sputnik pro-Poutine. Poutine ne peut plus mener sa guerre de l'information qu'à travers les réseaux sociaux.

Jaina Elleouët (PG 05)

La démocratie selon Poutine

Vladimir Poutine a réussi à se maintenir au pouvoir depuis 2000. Mais en 2012, la Russie n'est officiellement plus une démocratie. Et pour cause : Poutine exerce un pouvoir autoritaire. Il a fait changer la Constitution pour avoir le droit d'exercer plus longtemps (6 ans au lieu de 4), en s'offrant même la possibilité de renouveler ses mandats plus de deux fois si le pays n'est pas en paix.

Dans son mépris pour les institutions démocratiques, Poutine a préféré essayer de négocier avec les chefs militaires ukrainiens plutôt qu'avec leur président Zelinsky au printemps 2022, comme nous le rapporte le *Journal de son mépris des institutions issues du suffrage universel.*

dessin de Pauline Gélinaud (PG06)



Pour lui, les démocraties dites "occidentales" sont trop laxistes et en déclin. De plus, elles seraient responsables du chaos économique et social qu'a connu la Russie dans les années 1990 après la chute de l'URSS.

Le Kremlin estime également que ce modèle qu'on aurait tenté de leur imposer affaiblirait leur pouvoir. En effet, si les Russes possédaient plus de libertés, ils pourraient construire une opposition politique.

Le régime russe n'est pas en reste dans les pratiques non démocratiques.



dessin de Lola Bertaud (PG05)

En effet, la censure y est monnaie courante et les opposants traqués : Alexeï Navalny, a été empoisonné et emprisonné. Ainsi, un climat de peur règne.

Dans le journal *Les Echos* du 10 février 2022, on lit que "l'année 2021 a été marquée par une chasse croissante aux personnalités critiques", une année "lourde en arrestations, menaces, poursuites judiciaires". Aussi, les fuites à l'Etranger se sont intensifiées pour l'opposition et la résistance interne a diminué.

"La classe moyenne dynamique avide de libertés politiques qui protestait il y a dix ans s'est assagié". Les centaines d'incarcérations facilitées par la reconnaissance faciale, auront eu raison de l'esprit de révolte.

Par habitude, les plus jeunes ont appris à ne pas trop s'intéresser à la politique et les plus âgés se souviennent de l'instabilité politique à la fin de l'URSS. Ils ne souhaitent pas y revenir.

Poutine peut donc régner en maître sans risque d'être détrôné ni inquiété. La guerre actuelle avec ses nombreuses pertes de soldats russes changera-t-elle la donne ?

En attendant, l'invasion de l'Ukraine montre que "la démocratie est remise en cause sous nos yeux" par Poutine. Dans *Libération* du 15 mars 2022, la philosophe Myriam Revault en fait le constat : "Les régimes autoritaires se portent bien, les démocraties beaucoup moins" et nous invite, comme le fait Zelinsky dans tous ses discours, à réévaluer à la hausse le prix de la démocratie face aux dictatures.

Anaïs Tregaro (PG11) et Célia Dedieu (PG05).

Un nouveau schisme des Eglises orthodoxes.

Plus discret que le conflit armé, un conflit religieux virulent divise les Orthodoxes russes et ukrainiens.

Le conflit fissure l'Église orthodoxe



Le conflit entre les deux Eglises orthodoxes, ukrainienne et russe, vu par Joanne Lamblé-Cabioch et Côme Sartori (PG09)

Cette guerre spirituelle passe sous les radars mais n'en reste pas moins virulente et s'intensifie.

Traditionnellement, les Chrétiens orthodoxes du monde étaient sous l'autorité du Patriarcat de Moscou. La liturgie est identique pour les deux pays en guerre, seule la langue de culte diffère. Mais le patriarche Kirill [*Lire son portrait ci-contre*] basé à Moscou appuie fermement la position de Poutine. L'Église ukrainienne avait obtenu en 2019 son autonomie en devenant autocéphale. Aujourd'hui, les Ukrainiens ont décidé d'aller plus loin en lançant une procédure de déchéance contre le patriarche de Moscou comme l rapporte le journal *Le Figaro* du 24 avril 2022 qui y voit "une Pâque orthodoxe sur fond de schisme (1) entre Kiev et Moscou". Le père Viatcheslav avoue "Aujourd'hui, alors que Kirill soutient ouvertement la guerre de conquête contre l'Ukraine, nous, les prêtres ukrainiens, avons décidé [...] d'intenter un procès contre le patriarche Kirill.

Ces accusations et ces conflits sont les témoins d'une faille béante qui existait déjà mais qui s'est élargie avec le conflit armé. Débutées à l'indépendance de l'Ukraine en 1991, aggravées par l'agression de 2014, ces tensions atteignent un point de non-retour. Pour *Le Monde* du 1er juillet dernier,

"les ambiguïtés du clergé affilié à Moscou poussent les fidèles à se tourner vers la branche ukrainienne, qui, depuis 2014, s'affranchit petit à petit de la tutelle russe". En effet, des prêtres ukrainiens ne suivant pas les positions de leur patriarche pro-russe Kirill sont victimes d'agression de la part d'Orthodoxes fidèles à Moscou. Le père Maksim est l'un d'eux, il a subi plusieurs agressions et aujourd'hui est obligé de faire appel à des gardes du corps. "Le mois dernier, j'ai reçu des menaces, des anathèmes qui frappent jusqu'à mes enfants. Mais je n'ai trahi personne. Je n'ai fait qu'accepter la demande de mes paroissiens qui ne veulent plus entendre de sermons favorables à l'ennemi russe".

De leur côté, les prêtres pro-russes poussent le vice au point de refuser les offices funéraires des soldats ukrainiens défendant le sol où ils vivent. Ainsi, chaque jour qui passe rapproche l'Orthodoxie d'un schisme qui diviserait encore plus les populations slaves.

(1) Schisme veut dire séparation. Le "grand schisme" avait séparé les Orthodoxes des Chrétiens de Rome en 1054.

Timothé Angier (PG05)

Kirill : un patriarche pas très orthodoxe



Kirill, vu par Cassandra Langenick (PG10) avec une Bible dans une main, un pistolet dans l'autre.

Kirill est le patriarche de l'Église orthodoxe, la religion partagée par les Russes et les Ukrainiens. Mais, au lieu de rassembler les Orthodoxes, il prend fait et cause pour Vladimir Poutine, son "miracle de Dieu".

Kirill, patriarche de l'Église orthodoxe, serait le "guide spirituel" de Vladimir Poutine.

Le chef de l'Église orthodoxe russe depuis 2009, représenterait plutôt un instrument dans les mains du président russe. Comme Poutine, il est soupçonné d'avoir été un agent du KGB (services secrets soviétiques) justifiant qu'il ait pris fait et cause pour la guerre en Ukraine. Ce représentant de l'Institution au Conseil OEcuménique des Eglises, ouvrant pour l'intérêt social est à présent menacé de sanctions par l'Union européenne pour son rôle dans l'invasion de l'Ukraine.

Aux yeux du patriarche, cette guerre se justifie pour des raisons spirituelles. Il soutient sans nuance l'offensive militaire qu'il qualifie de "Salut de l'Homme" faisant de Poutine, "un miracle de Dieu"

D'après *Le Monde* du 12 mars 2022, les représentants d'autres Eglises chrétiennes (catholique et protestantes) ont pris l'initiative d'écrire au patriarche Kirill afin de "l'inviter à remplir son rôle d'évêque du Christ, qui est de préparer la paix". Mais, de son côté, Kirill accuse ses "voisins mal intentionnés de chercher à diviser un même peuple constitué de Russes, d'Ukrainiens et de Biélorusses". Les autorités chrétiennes ont demandé à Kirill d'user de son influence auprès de Poutine pour stopper les hostilités. Mais celui-ci soutient son homme providentiel.



Kirill, vu par Rosa Diallo (PG05) et Zoé Brossard (PG10)

Il a en effet une conception très martiale de sa mission. D'après *Le Figaro* du 7 décembre 2022, la situation est tendue entre les deux Eglises orthodoxes, russe et ukrainienne. La députée ukrainienne Ivanna Klymouch-Tsintsadzé a affirmé que l'Église orthodoxe de Moscou "n'était qu'un organe de propagande soutenu par les services secrets russes dont le seul objectif est la création d'une 5e colonne (1)". Kiev s'est dotée d'une Église qui lui est propre désormais, même si l'affranchissement de la tutelle de Moscou est relatif : la nouvelle Église orthodoxe ukrainienne (EOU) conserve le patriarche de Moscou comme référent suprême.

(1) des partisans de Moscou qui informeraient l'invasisseur.

Dans le reste de l'actualité HGGSP

Parthénon : bientôt le retour ?

Les frises du Parthénon, psychée de la Grèce, sont de nouveau au coeur de l'actualité, objet d'un conflit géopolitique ancien entre deux Etats européens.

Les frises du Parthénon sculptées dans le marbre au Ve siècle avant JC sont exposées au British Museum de Londres depuis plus de deux siècles.

Dans son édition du 21 janvier 2023, le journal Libération rappelle les faits. C'est en 1802 que Lord Elgin, ambassadeur britannique, en récupère plusieurs morceaux directement sur le temple. La Grèce est alors occupée par l'Empire ottoman peu soucieux du patrimoine grec. Elgin se proclame alors le sauveur des frises du Parthénon mais les revend finalement après d'âpres négociations au British Museum en 1818. 156 morceaux, 75 mètres au total.



Ce n'est qu'en 1982 que le débat sur les frises est lancé. L'actrice et ministre de la culture grecque Méliana Mercouri, demande officiellement le retour des frises du sol grec. Mais la réponse britannique est négative. En effet, le Royaume Uni avance de nombreux arguments pour expliquer son refus : leur acquisition légale, le temps qui a passé et l'absence de structure adéquate pour accueillir et conserver les frises à Athènes.

L'Etat anglais s'appuie également sur la loi de 1963 qui caractérise le patrimoine comme inaliénable et donc impossible à restituer ou à quitter le territoire.

Athènes réagit en créant en 2009 un splendide musée de l'Acropole, écrin parfait pour un retour des frises.

toujours sans issue. Des discussions avaient eu lieu entre le directeur du British Museum, George Osborne, et la Grèce pendant toute l'année 2022. Mais la ministre de la culture britannique, Michelle Donelan, s'oppose fermement à tout retour des frises du parthénon en Grèce. Dans Le Monde du 14 janvier 2023, elle justifie sa position par une "mauvaise interprétation" des

Grecs sur l'avis du directeur du musée. Et pourtant, un accord aurait pu être possible par un prêt à durée déterminée ou par un échange d'oeuvres antiques grecques. Le contexte international étant à la restitution des oeuvres pillées.

On comprend alors que le conflit entre les deux Etats continue de plus belle. Néanmoins, les tensions n'opposent pas seulement les deux Etats, puisqu'au sein même de la Grande-Bretagne des divergences existent. En effet, l'opinion publique anglaise est majoritairement favorable au retour des frises en Grèce. Même certaines universités, musées et spécialistes affirment leur position en faveur des Grecs.

Actuellement, le gouvernement britannique avance toujours les mêmes arguments. La restitution serait la boîte de Pandore, car elle inciterait d'autres pays à demander le retour de leurs oeuvres.

Cependant, les arguments ne se valent plus car l'action de Lord Elgin est plutôt considérée par la population et les historiens anglais comme du pillage. De plus, ces oeuvres représentent la psyché de la Grèce, un pays en pleine capacité d'exposer l'oeuvre en toute sécurité. Enfin, l'argument de la loi de 1963 est discutable puisque d'autres pays dans une situation juridique similaire ont fait le choix de restituer. Le Vatican et l'Italie ont rendu ainsi des morceaux de frise au Parthénon. En 2021, la France a restitué des oeuvres pillées au Bénin pendant la colonisation. Pour ce faire, une loi spéciale est votée en 2020 pour mettre fin au régime d'inaliénabilité qui empêchait la restitution.

Ainsi, les frises du Parthénon sont à nouveau au coeur de l'actualité géopolitique avec les dernières fluctuations et stagnations des négociations. Mais aussi, à l'approche des législatures grecques d'un côté, dans un contexte de crise post-brexit pour les Britanniques, le conflit devient un enjeu et finalement un outil politique.

Lilou Luquet (TG02) et
Salomé Aubier (TG03).



Dessin de Lilou Luquet (TG02)

Trafic d'antiquités au Louvre ?

Beyza Akdeniz (TG01)

C'est un scandale ! L'ancien patron du Louvre, Jean-Luc Martinez accusé d'un vaste trafic d'antiquités en provenance de plusieurs pays du Moyen et du Proche-Orient. Christophe Kunicki et Richard Semper, deux experts, sont eux aussi accusés selon le journal Libération du 27 mai 2022. Selon les enquêteurs de l'Office central de lutte contre le trafic des biens culturels (OCBC), plusieurs experts sont en effet mêlés à "un trafic d'une ampleur inégalée". Les oeuvres pillées proviennent principalement de pays politiquement instables comme l'Egypte, la Syrie et le Yémen, selon Le Figaro du 26 mai 2022. Ces oeuvres sont ensuite revendues avec des faux certificats sur le marché de l'art avec de nombreux complices, experts, conservateurs de musées et des institutions publiques ou privées. M. Martinez est accusé de "blanchiment et complicité d'escroquerie en bande organisée". L'expert en archéologie chargé d'identifier chaque objet et de s'assurer de sa provenance, Christophe Kunicki, reconnaît avoir participé à la création de faux documents. Richard Semper fait aussi partie des accusés. Ils sont mis en examen pour "association de malfaiteurs", "escroquerie en bande organisée", "faux et usage de faux". Parmi les objets pillés, une dizaine ont une provenance illégale et ont été acquis par le Museum of Art (MET) de New York et le Louvre d'Abou Dhabi pour une valeur estimée à 56 millions d'euros selon Libération.



Mais ces objets sont suspectés d'avoir financé des opérations clandestines liées au crime organisé et au terrorisme. Jean-Luc Martinez est inquiet pour le Louvre Abou Dhabi. Le musée du Louvre parisien n'accepte pas une quelconque culpabilité. Le ministre de la culture est aussi en position délicate pour avoir donné son aval à des centaines de certificats d'exportations. Le président Macron également qui venait de confier à M. Martinez, comme le rappelle Le Monde du 4 juin 2022, la mission...de lutter contre le trafic d'antiquités.

Talibans : le droit des femmes à l'éducation nié

Voilà un peu plus d'un an que les Talibans ont repris le pouvoir en Afghanistan. L'accès des femmes à l'éducation est de plus en plus restreint, voire impossible.

Selon le journal Libération du 19 septembre dernier, après que les Talibans aient repris le pouvoir, les femmes ont vu que leurs libertés étaient menacées. "La peur de se voir retirer l'intégralité de leurs droits les pousse à résister". Elles ont défilé durant une heure, avec des pancartes et des slogans. De nombreuses arrestations et emprisonnements, dénoncés notamment par la communauté internationale, ont suivi. En guise de représailles, l'ONU a notamment imposé d'importantes sanctions économiques ainsi que des condamnations politiques envers les Talibans.

Un système qui efface les femmes. Au pouvoir entre 1996 et 2001, les Talibans avaient déjà interdit aux femmes de s'éduquer. Chassés du pouvoir par l'intervention américaine de 2001, ils avaient en 2017 fait des promesses à ce sujet. Mais les décisions prises depuis leur retour sont le recul le plus important et le plus rapide dans l'exercice du droit des femmes depuis des décennies.

Zhara, procureure, a dû arrêter de travailler à l'arrivée des Talibans. Depuis, elle ne sort quasiment plus de chez elle.

Ainsi, l'interruption de la scolarité secondaire a concerné 1.2 million d'Afghanes, d'après le site officiel des Nations Unies. Pour le Monde du 22 juin, c'est un "nouveau déni d'éducation pour les Afghanes". Les Talibans imposent aux écoles privées des règles en passe de priver les filles de plus de 12 ans de toute instruction. Ce désastre pour le développement du pays et pour les droits des femmes se poursuit dans l'enseignement supérieur. "Les Afghanes désormais bannies de l'Université" titre Le Monde du 23 décembre 2022. Le gouvernement taliban a interdit "immédiatement" aux établissements d'accueillir des étudiantes. En octobre, "à Kaboul, une attaque contre une école fait près de vingt morts". L'établissement accueillait encore filles et garçons dans les mêmes salles pour préparer l'examen d'entrée à l'Université raconte Le Monde.



"L'avenir s'annonce très sombre". C'est ce qu'a déclaré la Haute-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU. La scolarisation des femmes, qui devait être la pierre angulaire du retour des Talibans n'a pas été assuré.

Pour Libération du 19 septembre 2022, "les Afghanes sont en marge forcée" et subissent "intimidations et ségrégation".

Les étudiantes, même si elles étaient déjà inscrites à l'Université, ont dû subitement cesser leurs études. Celles qui étaient sur le point de recevoir leur diplôme sont reparties bredouilles. Reste aujourd'hui à résister.

Courrier International du 2 février 2022 raconte que "depuis des mois, une école clandestine y a été installée, et une cinquantaine de filles y suivent des cours de sciences, de mathématiques et de littérature". Espoir !

Edouard Fiori (TG 06) et Charles Guilloteau (TG09).

Simone Veil, un film et un destin pour la mémoire.

Les élèves de THGGSP sont allés voir "Simone, le voyage du siècle" d'Olivier Dahan le vendredi 14 octobre au cinéma Le Dragon à La Rochelle. Un thème qu'ils étudieront au printemps 2023 dans leurs cours : celui de la mémoire.

Dans ce film, le personnage de Simone Veil est joué par Elza Zylberstein et Rebecca Marder, deux actrices de talents qui



ont su incarner ce personnage historique entré au Panthéon en 2018.

Née en 1927 dans une famille juive, Simone Veil a connu la déportation à l'âge de 16 ans lorsqu'elle passait le Bac. Le 15 avril 1944, elle est déportée avec sa mère et sa sœur de Nice pour Auschwitz. Elle y fera des travaux forcés jusqu'à la marche de la mort effectuée en janvier 1945. Rescapée, Simone Veil va poursuivre ses études en Sciences politiques et se lancer dans l'administration. A 27 ans, elle est responsable de l'administration pénitentiaire. Elle devient première femme secrétaire générale du Conseil supérieur de la magistrature en 1971, ministre de la santé en 1974. Elle fera voter la loi dépénalisant l'IVG, date importante pour la condition féminine. En 1979, elle deviendra la première femme présidente du Parlement européen.

Le film "Simone" raconte ce parcours exceptionnel. La presse en a parlé :

Pour le Figaro, c'est "une vie qui dépasse la fiction". Pour le Monde, le film a "statué une héroïne". Les Echos sont plus sévères encore en disant que c'est un "portrait raté de Simone Veil" mais le public est venu - près de 2.5 millions d'entrée - et les élèves d'HGGSP ont apprécié.

Alexis Challat (TG03)

CARTOONING FOR PEACE au Lycée Valin

Cartooning for Peace, cette fameuse association qui regroupe les dessinateurs de presse de tous les pays, pour défendre les droits de l'homme, nous a toujours inspiré. Le Lycée a accueilli l'exposition "Tous migrants" du 14 au 25 novembre 2022.

Bientôt, du 17 au 31 mars, le hall du lycée accueillera une 2e exposition de Cartooning For Peace sur la paix.

L'occasion pour nos élèves amateurs de dessin, de s'inspirer des plus grands et pour tous, de réfléchir sur une thématique bien fragile dans le contexte

